



## ENTERRONS JALTA

Nos lecteurs trouveront dans les pages jaunes du supplément anglais de notre revue une étude documentée sur la théorie de M. Brejnev à propos de la souveraineté nationale « limitée ». C'est une étrange théorie qui, appliquée aux temps modernes où nous vivons, apporte une senteur moisie de galère, d'esclavage, de moyen âge curieusement archaïque au seuil de l'an 2.000, à l'aube de l'ère spatiale.

Interventions armées, chantage, menaces et pressions psychologiques continues (que nul pays désormais ne peut plus tolérer) sont présentées comme des méthodes normales dans les discours politiques de ceux qui commandent actuellement au Kremlin. Ces interventions adviennent dans des pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et autres, pays de traditions millénaires dans l'histoire et la culture européennes.

Par contre on voit en même temps du côté occidental l'incompréhension, l'indifférence de l'opinion publique qui n'a pas encore compris que l'on ne peut pas dormir tranquille au premier étage d'une maison quand le second est la proie des flammes.

Pendant la visite du Président Nixon en Roumanie (visite qui a clairement démontré quelle soif de liberté et d'indépendance tourmente ce pays) on a vu des journaux occidentaux publier des commentaires et de gros titres comme celui-ci: « Nixon chez les Russes ».

Mais depuis quand la Roumanie est elle devenue « chez les Russes »? La question, d'ailleurs, devrait être posée sous cette forme: « Depuis quand les Russes sont-ils chez eux en Europe »?

La Roumanie est chez elle en Europe, mais la Russie, non. Et pas un seul Européen conscient de l'être, ne veut de cette « Russie européenne » telle qu'on la voit parfois dans les vieux Atlas d'il y a cinquante ans. Une époque et une mentalité que la Russie moderne est du reste la première à renier à grand fracas.

La courte visite de Nixon à Bucarest a, en réalité, une autre portée historique: c'est l'enterrement de Jalta, de cette page honteuse qui a marqué la fin de la seconde guerre mondiale en cédant aux Russes la moitié de l'Europe.

Nixon doit et peut effacer les erreurs de Roosevelt.

Nous croyons que sa visite à Bucarest a été le premier coup de pioche infligé à l'absurde édifice créé en Crimée.

Nous devons démolir et enterrer Jalta pour construire finalement une Europe unie, une Europe vitale et saine, de l'Atlantique au Nistre.

## LES FORCES CENTRIFUGES EN EUROPE

## L'ETHNIE FRANÇAISE

par

PIETRO GERBORE

*L'ethnie* — cette idée que nous voyons systématiquement utilisée par les séparatistes du Jura, est bien vague et l'opinion publique s'en fait une image plutôt confuse. Selon la variante individuelle de chacun des champions de *l'ethnie*, celle-ci peut être traduite de diverses façons: « race et peuple », « communauté raciale » ou « populaire », « groupe ethnique » ou bien « communauté de langue et de culture ». Guy Héraud, professeur à l'Université de Strasbourg a donné comme caractéristique fondamentale la communauté linguistique tout en soulignant que *l'ethnie* a un sens plus vaste parce qu'elle exprime une spéciale sensibilité et un comportement bien déterminé devant les hommes, les choses, la vie et le destin. Charles Becquet, dans son livre sur *L'Ethnie Française d'Europe* (1963) qualifia les éléments constitutifs de celle-ci comme peuples, communautés et nations de nationalités et de religions diverses mais unis par une même culture et disposition de l'âme, dues à l'usage d'une même langue. Encore moins précis s'avère le patriarche du mouvement, Georges Montandon lequel, dans son oeuvre *L'Ethnie Française* (1935) adopta comme principal critérium pour l'appartenance à *l'ethnie* « tous les traits essentiels de nature somatique, linguistique ou culturelle ».

Sous le couvert d'une terminologie en même temps prétentieuse, vague et suspecte, susceptible de créer l'illusion d'une idéologie systématique, s'accumulent des idées presque mystiques et certainement imprécises. Ca et là on découvre l'influence de Charles Maurras et de Maurice Barrès. Le noyau de la doctrine se trouve peut-être dans la proposition que les éléments linguistiques et culturels ont la primauté sur les institutions politiques, que l'appartenance à une nation dérive de la participation à une commune « culture maternelle », laquelle est plus ample et compréhensive et élevée que l'Etat, celui-ci ne représentant que le reflet d'une « réalité objective ethnique ».

Bien que dans l'idéologie de *l'ethnie* il soit

possible de voir une réaction contre la centralisation, sa position est antihistorique, hostile à l'état moderne. Bien que ses évangélistes insèrent parfois dans la doctrine des éléments fédéralistes, comme l'autonomie et l'égalité de droits des communautés linguistiques dans une fédération européenne, *l'ethnie* est substantiellement contraire au fédéralisme politique — comme on peut le constater en Suisse. Or une réorganisation de l'Europe ayant pour critère *l'ethnie*, c'est à dire une fédération de communautés organisées sur des bases linguistiques et culturelles non seulement détruirait l'oeuvre de l'histoire en France et en Espagne, mais livrerait la Suisse à des forces qui détruiraient l'équilibre intérieur que ce pays a atteint et remettrait en question la cohésion de l'état fédéral.

*Les origines  
du mouvement*

Les origines de ce mouvement remontent à 1957 quand la *Fondation Charles Plisnier* de Bruxelles établit un contact permanent avec les Wallons et les habitants de langue française du Val d'Aoste et de la Suisse dans un congrès tenu à Nancy. Les rapports noués à cette occasion se consolidèrent dans d'autres rencontres à Charleroi et Neuchâtel. Enfin le 18 juin 1959, à Paris, des délégués français, suisses, belges et valdotains fondèrent l'*Association Européenne de l'Ethnie Française* (AEEF) laquelle en 1962 à Dijon reçut un statut et en 1965 ouvrit un *Centre International de l'Ethnie Française à Paris*. En avril 1936 eut lieu un quatrième congrès à Aoste.

De la AEEF font partie quatre sections, à savoir: la *Fondation Charles Plisnier* de Bruxelles, le *Comité des Traditions Valdotaïnes* d'Aoste, le *Groupe Romand de l'Ethnie Française* de Neuchâtel et le *Comité de France de l'Ethnie Française* à Paris. D'après le statut le but principal de l'association est « la

défense et l'irradiation de la culture et de la langue française » ainsi que « le développement de liens entre les membres de l'*Ethnie Française* pour le plus grand avantage de la famille linguistique française » et d'une « forte Europe formée par tous les groupes linguistiques ». Aux associations nationales on fait comprendre explicitement qu'elles ont obligation de traduire en acte les décisions prises en commun au siège parisien de l'office exécutif, mais on leur laisse la liberté de choisir les moyens les plus indiqués et de déterminer leur propre activité. Le statut de l'organisation suisse insiste sur l'autonomie des quatre sections pour ce qui concerne la structure, les méthodes et les finances.

### *Les intentions menaçantes du Groupe Romand*

Le groupe helvétique se propose la défense de la langue et de la culture française « en dehors de toute tendance politique et confessionnelle ». Dans une polémique avec la *Gazette de Lausanne*, René Braichet, rédacteur en chef de la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* et un des champions du mouvement, a repoussé les accusations de racisme et donné aux principes de base une interprétation fédéraliste, c'est à dire de valorisation du fédéralisme cantonal contre « le jacobinisme niveleur français » et aussi contre le *germanisme envahissant*. Néanmoins dans les milieux helvétiques responsables on craint qu'en partant de la pure doctrine le mouvement ne puisse être dirigé sur la voie d'une suprématie et même hégémonie française.

Aujourd'hui celle des quatre sections nationales qui annonce les intentions les plus menaçantes c'est justement ce *Groupe Romand* qui hier encore, dans son nid de Neuchâtel, avait un air plutôt rassurant. Environ les trois cinquièmes des membres étaient habitants de cette ville, un cinquième était composé d'autonomistes du Jura Bernois et le reste se fractionnait entre le Canton de Vaud, le Valais et Fribourg. Parmi les pasteurs les professeurs, les écrivains et les avocats, militants à Neuchâtel, on ne remarquait pas une sympathie spéciale pour le séparatisme (catholique) du Jura septentrional et encore moins pour une hégémonie française. Ceux-ci avaient l'air de concevoir l'association comme un renforcement de la « province culturelle » contre l'impérialisme parisien. Le voeu exprimé par le congrès

d'Aoste de voir l'Académie Française ouvrir ses battants aussi aux écrivains de langue française vivant en dehors du territoire de la République semblait résumer toutes les aspirations de ces intellectuels.

### *Le problème séparatiste du Jura*

Mais voici qu'il y a deux ans déjà des motifs d'inquiétude surgissaient du côté du séparatiste Roland Béguelin, secrétaire général du *Rassemblement Jurassien* et rédacteur en chef du *Jura Libre*, lequel non seulement siège au comité directif du *Groupe Romand* mais est un des délégués suisses de l'office exécutif de l'AEFF à Paris et comme tel un des plus grands promoteurs de l'« internationalisation du problème du Jura ». Déjà en octobre 1966, à Martigny, l'assemblée du groupe avait invité les cantons romands à se solidariser avec les habitants du Jura, tout en réclamant une plus grande ouverture vers le « mouvement universaliste de l'*Ethnie Française* » pour affirmer par là son loyalisme envers la Confédération autant qu'un sentiment de responsabilité envers la langue française. Béguelin manoeuvrait pour se créer une notoriété (en 1963 il avait obtenu à Paris le prix des *Amitiés Latines* et en 1965 la médaille *Arts, Sciences et Lettres*) et aussi pour porter la cause des séparatistes devant l'opinion publique mondiale — et dans ce but se servait de l'office de Paris.

A présent il semble vouloir accélérer l'évolution de l'action et en avril dernier à la section valaisanne des Amis du Jura, de récente naissance, il a annoncé une politique violente *L'Offensive des Charmes*, conduite après 1959 en Suisse allemande (a-t-il dit) a échoué, alors que la nouvelle « phase de la violence » aurait déjà donné des fruits. Si l'on ne crée pas un « canton du Jura », Béguelin menace de « continuer la guerre ». Si le *Rassemblement Jurassien* est interdit son activité deviendra clandestine. Il n'a même pas exclu un gouvernement en exil. Le vice-président Roger Schaffter, parlant dans un club de Lausanne, a fait entrevoir une longue et tenace action d'usure qui, sans recourir nécessairement à la violence, est à même de maintenir la tension au le Jura.

Ces derniers temps les séparatistes ont découvert combien l'antimilitarisme était une propagande efficace. Au printemps 1968 un caporal et deux soldats (il s'agissait dans la vie civil d'un docteur ès sciences physiques, d'un mécanicien et d'un journaliste) dépo-

MICHEL DE LA VENTOLIERE

## SANS DIEU, SANS ESPOIR ET SANS LIBERTE

Nous vivons tous d'illusions et nous prenons pour réalité les efforts et les peines que nous nous imposons afin de rendre ces illusions viables, tangibles et vivantes. Notre unique préoccupation au niveau familial aussi bien que national, en petit et en grand, est de bâtir l'histoire afin, disons-nous, d'assurer l'avenir. Nous bâtissons pour nos enfants, nous bâtissons pour les générations à venir, mais voici que depuis les cavernes jusqu'à «l'alunissage», nous n'avons jamais cessé de maçonner le présent au mortier d'illusions. C'est un peu de l'arrogance inévitable car, comme tout maçon habitué à contempler le résultat de son travail, nous n'échappons pas à la fierté, à l'admiration pour le concret et à la conclusion hâtive qui nous fait dire que la réalité est seulement ce qui se voit. C'est ainsi que lorsque nous avons appris à mélanger la poudre et le salpêtre, en bâtisseurs d'histoire, nous nous sommes hâtés d'annoncer le commencement d'une nouvelle ère et depuis, nous l'avons fait chaque fois qu'il nous est arrivé d'appliquer le dernier coup de truelle à ce que nous croyions être une ère accomplie dans la vie de l'humanité.

Voici donc qu'en «alunissant», l'homme nous apprend qu'une ère est révolue et qu'une autre vient de s'ouvrir; l'humanité vient donc d'ouvrir un autre chantier. Qui ne saurait admirer cet exploit de technique et de

science humaine? Qui pourrait ne pas admirer le courage et l'esprit pionnier nouveau des hommes qui sont allés à la lune, et comment ne pas reconnaître que cet esprit pionnier mâtiné de calcul scientifique et de savoir technique est un esprit nouveau enivrant de promesses?

### La voix faible de l'Humanité

Pour ma part, je considère que rien ne saurait être ajouté à ce qui a déjà été dit, manifesté, chanté et béni. Seulement, voilà, en pleine allégresse mondiale, perdu dans le bruit des louanges et par delà les clameurs de victoire de ceux qui fêtaient la fin d'une ère et l'avènement d'une autre, je n'ai pu m'empêcher d'entendre aussi la voix faible de l'humanité, celle qui a toujours vécu dans l'âme des communs mortels et dont les soupres s'égrènent sans que personne s'en aperçoive. C'est elle qui m'a soudainement rendu conscient que les clameurs de victoire n'avaient pas réussi à couvrir complètement le silence de Dieu, silence qui afflige notre siècle. La joie qui paraissait unir les humains à travers les pays les plus divers par delà les obstacles les plus diaboliques, n'avait pas réussi à combler l'absence de Dieu. Ni les prières en commun ni la lecture de la Bible,

### ETHNIE FRANÇAISE

sèrent ostensiblement leur équipement devant le Palais Fédéral en signe de protestation contre «l'inactivité de la Confédération dans la question du Jura». Cinq jours avant que leur procès ne commence dix autres militaires imitèrent leur exemple. De cette façon Roland Béguelin essayait de transformer la cour judiciaire en tribune publique. Devant le tribunal militaire de Lausanne on vit un instituteur rédacteur du *Jura Libre* singer les gestes et le parler du jacobin Fouquier

Tinville pour se faire accusateur public de «l'hypocrite constitution helvétique» et présenter le mouvement séparatiste comme une bouleversante force révolutionnaire destinée à transformer radicalement la Suisse. On entendit un autre rebelle dénoncer la Confédération comme l'Etat des compromis, marchandages et mensonges, l'Etat de la honte; l'armée «symbole de faux mythes» ne mérite pas le respect.

Le Jura est le premier *locus minoris resistentiae* que l'Ethnie Française rencontrera dans sa marche...

là, dans l'espace que nous commençons à connaître, ne paraissent pouvoir combler cette absence, car Dieu est parti en exil. Voici donc qu'à l'heure où nous voulons enrichir le dictionnaire de mots comme «alunir» et «alunissage», à l'heure où nous croyons nous rendre maîtres de tout l'univers, notre jeunesse se trouve affligée d'un mal qui menace l'existence même de notre civilisation. Manque d'idéal, refus de reconnaître des valeurs spirituelles qu'ils appellent déjà «anciennes» et tendances d'isolement au milieu même d'une société qui mise tout sur ses jeunes, sont les pioches qui creusent le fossé entre ces jeunes et leurs aînés et bientôt le fossé sera un gouffre.

### Encore des hommes enchaînés

Mais ce n'est pas tout. Les aînés, ces maçons habiles de l'histoire, ne se portent pas beaucoup mieux: pendant que nous célébrons la victoire dans l'espace, ici bas il y a encore des hommes enchaînés, des hommes pour qui la liberté est toujours un rêve lointain. Que dire aussi de ceux qui, dans la partie «libre» de notre monde, partie de plus en plus étriquée, n'ont pas encore atteint un niveau de vie qui soit décentement humain? Que dire de cette société qui, tout en se rendant «maîtresse» de l'univers, n'arrive pas à payer à ses instituteurs et ses professeurs un salaire qui leur permette de se dédier sans autre souci à une tâche qui a toujours été vitale pour notre civilisation, et qui, par contre, distribue des millions aux professionnels de l'anti-culture? Le cancer ronge les vies des humains d'un bout à l'autre du monde cependant que la recherche dans ce domaine dépend encore de la charité collective. Le problème de l'emploi est devenu la gâchette du pistolet politique à la tempe des gouvernements et au moment même où nous croyons ce problème réglé, du moins «pour le quart d'heure», nous découvrons que notre jeunesse, quand elle échappe à la drogue, au vagabondage et au nihilisme, se trouve mieux préparée pour le chômage que pour l'avenir. Pour y parer nous continuons à inventer des commissions, des comités et des institutions d'orientation dont la seule qualité est de coûter peu.

Voici qu'en pleine allégresse je me suis rendu compte que les libertés essentielles qui, du temps où nous voyagions par la chaise de poste faisaient partie de notre vie, s'effritent et disparaissent petit à petit. En

effet, peu sont les pays «libres» dont les citoyens sont autorisés à emporter à l'étranger le fruit de leur travail pour une somme au moins équivalente à la période qu'ils veulent passer hors du pays. Sous prétexte d'empêcher la spéculation, les gouvernements s'arrogent le droit d'administrer le revenu personnel de leurs ressortissants. Peu sont les pays où le passeport soit devenu un droit constitutionnel de l'individu et peu nombreux sont les hommes qui trouvent la place qu'ils méritent au soleil de ce monde. Quant au choix du pays où l'on voudrait vivre, ceci est une liberté qui n'existait qu'au Moyen-Age.

Nous montons à la lune, mais la brosse à dents n'est pas encore utilisée par tous ceux qui regardent cet exploit sur l'écran d'un téléviseur et qui étanchent leur soif avec une boisson extraite d'un frigidaire dernier cri; nous irons un jour sur les autres planètes, mais les individus et les nations ont encore recours à la violence physique ou morale pour aplanir leur différends. Nous admirons des exploits dont le coût en or nous échappe tant il est au delà de notre imagination et pourtant, ici-bas, nous restons impassibles devant le sacrifice de Jan Palach; et lorsque des criminels en panique, à la tête d'une grande puissance, suppriment avec brutalité la vie quotidienne des nations en Europe même, nous nous apprêtons à faire la paix avec eux. Nous ne savons plus distinguer entre hommes et sous-hommes.

### L'ère de laquelle nous avons chassé Dieu

La liste des misères humaines ici-bas est interminable et tellement variée qu'aucun réquisitoire n'est plus possible. C'est, en effet, la preuve de tous les trous que le mortier d'illusions dont nous maçons notre histoire, continue à laisser voir, fissures visibles aussitôt que nos illusions vieillissent d'un jour. Ces trous béants, noirs, malodorants et pleins de la menace de l'inconnu sont la réalité qui nous attend par delà notre allégresse. Dans notre solitude nous sommes faibles et nous tâtonnons encore dans l'obscurité. Si quelque chose a changé dans notre vie, si vraiment nous sommes passés d'une ère à une autre, c'est que nous sommes passés de l'ère de faiblesse guidée encore par la lueur que la présence de Dieu nous apportait, à l'ère de laquelle nous avons chassé Dieu.

## INSTITUTS CULTURELS EUROPEENS

# L'INSTITUT D'ETUDES EUROPEENNES

## DE BARCELONE

En 1947, l'Espagne était très loin des courants idéologiques et du développement économique qui animaient les autres pays de l'Europe occidentale. Dans les milieux officiels, on recevait avec une grande froideur les premières nouvelles des progrès vers une intégration européenne et l'opinion publique n'était pas informée de ce qui se préparait au-delà des frontières nationales.

Mais quelques Espagnols virent bientôt dans la renaissance d'une conscience européenne et dans la campagne entreprise en faveur de son union, un chemin plein d'espérances vers une évolution de la réalité nationale, consolidée par le résultat de la guerre civile. L'Espagne ne pourrait pas vivre isolée comme durant les siècles précédents et son rapprochement de l'Europe l'amènerait à réajuster ses structures sur une base moderne et à surpasser son expérience et les caractéristiques de son régime. De là vint à l'esprit d'un petit groupe barcelonais l'idée de créer une entité espagnole ayant pour objectif de promouvoir un rapprochement avec l'Europe; de cette idée naquit en 1951 l'Institut d'Etudes Européennes, qui se considéra depuis cette date lié au Mouvement Européen. Son statut juridique est celui d'une association indépendante, protégée par la

Loi des Association de 1887. Il naquit comme entité culturelle et avec un statut également culturel. Mais dans l'esprit de ses fondateurs, bien démontré au cours des années, il visait tous les objectifs du Mouvement Européen.

### ACTIVITE DE L'INSTITUT

L'Institut a réalisé un labeur continu sans s'éloigner de la ligne tracée par ses fondateurs. Dans une première étape, il informa l'opinion à l'aide de Bulletins, articles dans des journaux et des revues et de conférences prononcées dans les plus prestigieuses tribunes espagnoles, sur la signification de «ce qui est européen», toujours attentif aux problèmes débattus et aux conquêtes réalisées dans la marche du Mouvement Européen. Il devint membre de l'Association des Instituts d'Etudes Européennes, du Centre Européen de la Culture et de la Ligue Européenne de Coopération Economique, dont le Comité espagnol patronna et créa l'Association Espagnole de Coopération Européenne de Madrid, contribuant avec d'autres entités européennes constituées peu à peu, dans d'autres villes d'Espagne, à ce que le message de

### SANS DIEU

Dieu est parti en exil et son absence est obscurité, silence et vide. C'est pourquoi nous nous consumons entre les exploits les plus extraordinaires et les misères les plus accablantes. Autour de nous et en nous-mêmes il y a trop de vide, trop de silence. L'obscurité est trop épaisse pour que nous puissions nous rencontrer, nous retrouver et guérir d'abord nos misères. Avant, nous nous portions mal, mais nous avions l'espoir.

Il se trouvait en nous et il nous unissait en quelque sorte par delà les haines et les

guerres; malgré nos misères nous savions où nous voulions aller. Maintenant nous nous portons peut-être mieux; les technologues nous le disent, mais nous avons perdu l'espoir; il n'y a plus rien en nous et rien ne nous unit par delà nos haines et nos misères. Nous sommes allés à la lune et nous irons encore plus loin mais nous emportons avec nous l'obscurité épaisse, le silence et le vide, et, où que nous allions et quoi que nous fassions, l'absence de Dieu, de l'espoir et d'idéal nous suit, nous sépare de nos semblables et nous tient. Nous avons perdu ainsi la vraie liberté.

Strasbourg fût connu et accepté dans son pays.

Au cours de divers Séminaires, réunis périodiquement au sein de l'Institut, furent analysés tous les thèmes en relation avec ces objectifs; cela fut aussi l'occasion, pour tous ceux qui assistèrent à ces sessions, de formuler leurs critères, convertis ensuite en documents, commentaires de presse et actes publics parmi lesquels l'exposition «L'Europe en action» recueillit un grand succès à Barcelone, Madrid et Valence.

Malgré les hésitations dont a souffert la marche vers l'Europe, l'Institut a poursuivi et poursuit ses activités, assistant et participant à tous les grands Congrès et Réunions internationales, spécialement à ceux qu'organise le Mouvement Européen, et visant à créer un climat favorable à l'acceptation par l'Espagne des raisons prônées par ce mouvement. Ses dirigeants continuent à commenter, à préciser bien souvent, des idées qui apparaissent de façon confuse ou sont controversées à cause d'informations venant de sources moins européennes; ils montrent la réalité d'une Europe en gestation, de laquelle — à leur avis — le peuple espagnol fait partie avec des liens indissolubles. Ils continuent à participer à des actes publics et en organisent d'autres, chaque fois qu'ils trouvent intérêt à donner publicité à une idée ou à un fait. Dernièrement, par exemple, l'Institut invita devant son important auditoire M. J. J. Servan Schreiber, qui développa le grand thème de son livre, le Comte de Motrico, chef des monarchistes espagnols, qui expliqua des prises de position au sujet du thème brûlant d'une possible restauration de la Monarchie, ainsi que le Dr. Constantin Dragan, pionnier de l'Université Européenne.

Il faut mettre en relief, dans ce labeur continu de l'Institut, celui qu'il réalisa par son Club Européen, qui se réunit une fois par mois depuis plus de dix ans pour faciliter le dialogue. Des personnalités des tendances les plus variées y sont venues, telles que: MM. René Mayer, Brugmans, Bonnefous, Smithers, Gil Robles, Giménez Fernández, Vedovato, Chiti Batelli, Denis de Rougemont, Raymond Silva etc.

L'Institut agit dans la ligne du fédéralisme européen; il est dirigé par des personnes liées aux différents secteurs d'opinion pouvant faire partie d'une structure démocratique. Il pratique le dialogue, se gouverne par la loi de la majorité et vise l'unité dans la diversité.

## JORGE PRAT BALLESTER

*Fondateur de l'Institut d'Etudes Européennes de Barcelone, M. Jorge Prat Ballester a été le premier Président de cet Institut, depuis sa création jusqu'à une date très récente. Partisan du partage des responsabilités pour qu'une Institution puisse se conserver jeune et efficace dans le temps, il a voulu lui-même, en appuyant la candidature de l'actuel Président Exécutif, M. Salvador Millet y Bel, être relevé de ses fonctions tout en restant Président d'Honneur. En donnant cette nouvelle, le Bulletin a voulu dédier ces quelques lignes à la personnalité de M. Prat Ballester et à son oeuvre, l'Institut d'Etudes Européennes.*

*En 1949, Prat Ballester publie «La lutte pour l'Europe». Dans cet ouvrage, premier livre espagnol sur le sujet, il explique le problème européen sur la base de la crise de l'Etat national et expose la thèse européenne et les efforts réalisés en sa faveur. Depuis, il suit scrupuleusement la ligne de conduite tracée dans son livre, une ligne faite d'action, une activité ininterrompue de séances publiques, commentaires de presse, séminaires, réunions de travail avec des personnalités ou des institutions en vue d'établir une coordination à l'échelle nationale, la participation à des Congrès Internationaux, et l'édition d'ouvrages sur des thèmes internationaux en rapport avec l'Europe.*

*Tout ceci a contribué à créer un climat favorable, à consolider la personnalité de Prat Ballester et à rendre actif cet idéal européen, par le travail coordonné de toute une série de groupes travaillant aux quatre coins d'Espagne. Il faut également signaler que Prat Ballester a formé une équipe ouverte au dialogue et favorable à la compréhension; une équipe imaginative, cultivée, enthousiaste qui regarde vers l'Europe et spécialement vers le problème d'avenir européen de l'Espagne.*

*Prat Ballester défend une attitude fédéraliste et croit que la Fédération de l'Europe susciterait un renforcement des entités naturelles qui forment sa trame essentielle. Mais il croit de même que, pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire de réveiller la conscience européenne et que surgisse un nouveau programme pour l'avenir, qui dirige le potentiel d'enthousiasme aujourd'hui encore*

Emanuele Argentieri

## POUR L'INTEGRATION LINGUISTIQUE

*Nous publions ci-dessous, avec un retard dont nous nous excusons, la réponse du P. Emanuele Argentieri, à l'article qu'a bien voulu nous envoyer un de nos lecteurs, M. Fernando Del Pino (v. « Bulletin Européen » du mois de mars dernier)*

Dans le numéro 3 de cette année du Bulletin, M. Fernando Del Pino en entrant dans le débat sur la « langue européenne », pose en technicien, naturellement porté au concret, la question décisive: « De quoi s'agit-il? ». Nous nous proposons de répondre ici à sa question, et nous le faisons d'autant plus volontiers qu'il soutient des positions qui sont presque les nôtres et — nous le croyons — seront tout-à-fait les nôtres quand il aura eu les explications suivantes.

Avant tout, M. Del Pino reconnaît, avec nous, que vouloir faire actuellement une langue « universelle », ce serait simplement une utopie, qu'il faut viser plus bas et, en particulier, se limiter « à l'enceinte euro-atlantique ou occidentale ». Ici cependant nous devons demander: « quelles sont les limites de l'enceinte en question? Doit-on y comprendre les langues slaves, ou non? ».

### *Les trois familles de langues européennes*

Les langues d'Europe appartiennent à l'une ou à l'autre des trois familles (si on veut les appeler ainsi): néolatine, germanique et slave. Pour celles formant des lots indépendants dans le composé euro-atlantique qui les environne — telles que l'irlandais, le bas-

que, le hongrois, le lithuanien, l'albanais — on ne peut pas parler d'intégration au sens plein: elles doivent s'approcher de plus en plus de la langue « euratlantique » ou de la panslave, tout en gardant par exemple ceux de leurs noms géographiques qui sont assimilables à la langue euratlantique et les termes qui leur sont propres et auront la chance de devenir euratlantiques ou panslaves. Or, les cinq langues de la famille néolatine (espagnol, français, portugais, italien, roumain) peuvent être appelées « langues cousines » des six langues germaniques envisagées dans l'intégration (anglais, allemand, flamand-hollandais, suédois, danois, norvégien) car toutes les 11 descendent d'un même langage comme d'un commun aïeul dont elles forment la troisième génération. Mais pour les langues slaves elles sont comme des cousins au deuxième degré: elles ont en commun le bisaïeul et représentent la quatrième génération. Une génération dans la généalogie des langues représente pas mal de siècles et de différenciations, et on comprend par là que les diversités entre les langues latino-germaniques d'un côté et les langues slaves de l'autre côté, soient aujourd'hui si marquées qu'on ne peut pas envisager une intégration immédiate entre les langues des trois familles. Les langues slaves doivent subir deux évolutions préliminaires seulement pour s'aligner avec les lan-

---

### JORGE PRAT BALLESTER

*emprisonné en nous et tout particulièrement dans la jeunesse. Et par son attitude, propre aux tâches exécutives d'entreprise auxquelles il se dédie professionnellement, il encourage l'utilisation des moyens que la psychologie sociale possède pour diriger les mouvements de masses.*

*Lutter depuis l'Espagne pour l'intégration des peuples d'Europe sur une base démocra-*

*tique n'était pas une tâche facile il y a vingt ans, quand les esprits étaient encore meurtris par la guerre mondiale et l'odeur de la démocratie très douteuse pour le secteur officiel.*

*Aussi en évoquant les premiers pas entrepris par Prat Ballester en faveur de l'Europe, devons-nous reconnaître l'habileté de l'effort qu'il continue à offrir au service de l'idéal d'une Union Européenne.*

gues néolatines et germaniques d'aujourd'hui: c'est-à-dire adopter l'alphabet latino-anglais et quitter le système des déclinaisons du substantif. Après cela il leur restera encore à parcourir les étapes de l'intégration euratlantique, c'est-à-dire à se transformer en langues infinitives, langues néonormalisées s'il est nécessaire, etc.

Une intégration est donc possible à l'intérieur de chaque famille linguistique d'Europe: néolatine, germanique, slave. L'intégration néolatine et la germanique peuvent marcher presque du même pas, de manière à se fondre dans un avenir prochain en donnant lieu à une seule langue «euratlantique». Dans un avenir plus éloigné on pourra procéder à l'intégration mutuelle de la langue euratlantique et de la panslave formée entretemps: mais il ne semble pas que les Russes désirent actuellement une telle intégration. Il faudra attendre pour cela l'évolution de l'histoire.

### *Intégration néolatine et germanique*

L'intégration néolatine et la germanique doivent se faire en tenant compte du total panatlantique auquel il faut viser et du cadre panatlantique dans lequel il faut se placer: c'est-à-dire, en suivant dans tous les détails où on peut avancer à ce niveau, la majorité euratlantique plutôt que de se contenter de la néolatine ou de la germanique. On évitera ainsi que, selon le critère de majorité de famille, la langue allemande et les autres langues germaniques moins nombreuses soient simplement absorbées par l'anglais; et que, à la prochaine génération, toutes les langues néolatines soient simplement absorbées par l'espagnol. Le compte du pourcentage à niveau panatlantique est non seulement nécessaire pour ne pas diviser l'Occident en deux parties, mais il sert à préparer deux langues (la panlatine et la pangermanique) desquelles on pourra passer avec une facilité incroyable à l'unification finale euratlantique: il s'agira seulement de partager en deux le vocabulaire des mots semi-atlantiques (ceux qui sont exclusivement néolatins ou exclusivement germaniques et qui constitueront la seule différence qui distinguera la langue sudatlantique de celle nord-atlantique) et d'échanger mutuellement la moitié du vocabulaire de chacune des deux parties. Les règles de grammaire complémentaire et les usages grammaticaux, grands et petits, auront été déjà unifiés au niveau panatlantique.

### *Inutilité des "langues auxiliaires"*

M. Del Pino nous paraît trop timide en bornant nos aspirations, à l'unification au dedans de chaque famille (néolatine, etc.) et dans le but d'obtenir des «langues auxiliaires». Nous ne croyons pas à l'utilité de ces dernières, qui pouvaient paraître le maximum possible à une époque où l'on ne possédait pas les grands moyens de communication sociale dont on dispose aujourd'hui. Or l'intégration, comme nous la concevons, peut nous donner non seulement une langue auxiliaire, mais une langue unifiée réellement vivante, pourvu qu'on procède par secteurs et par degrés. En suivant ces deux principes fondamentaux de «secteurs» et de «degrés», on peut arriver, au bout d'une génération, à une langue seule unifiée pour toute l'Euratlantique.

### *L'intégration à partir de l'intérieur de chaque langue*

M. Del Pino envisage l'unification à accomplir à l'intérieur de chaque famille linguistique, comme un processus de «distillation» (c'est-à-dire d'épuration) de la langue majoritaire de la famille: langue espagnole (qui pourtant n'a pas la majorité absolue dans la famille néolatine), anglaise, ou russe. Le mouvement d'intégration peut accepter ce nom et cette conception. Il suffit en effet d'épurer l'espagnol et l'anglais de tout ce qu'ils ont d'irrégulier, de capricieux, de contraire aux usages généralement suivis au niveau panatlantique ou semi-atlantique (selon le cas) pour qu'on ait la langue-type néolatine ou germanique. Mais on parvient aux mêmes résultats en partant de n'importe quelle langue. C'est pourquoi le mouvement d'intégration doit partir de l'intérieur de chaque langue (c'est-à-dire de chaque nation), dans l'intérêt égoïste de ceux qui la parlent — qui ont tout à gagner de la valorisation de leur langue comme instrument de communication internationale — et il sera ainsi porté par une force centripète vers la zone de «majorité euratlantique» ou du moins «semi-atlantique».

Comme premier rapprochement, selon un programme «plus modeste» que le nôtre, M. Del Pino proposerait trois langues (tirées de l'espagnol, de l'anglais et du russe) qui ne comporteraient «pas beaucoup plus d'un millier de mots chacune». Notre programme

## INTEGRATION LINGUISTIQUE

d'intégration n'est pas contraire à ce « premier rapprochement » comme il a été dit dans la première édition de « *L'integrazione linguistica euratlantica* » (1963). Mais le *point essentiel pour l'intégration des langues euratlantiques est la grammaire: grammaire du verbe, avant tout* et ensuite grammaire du substantif (questions de l'article, du pluriel, etc.). C'est peu de chose, en effet, de « distiller » d'un vocabulaire les mots d'usage les plus fréquents, si on continue à employer six différentes formes pour les six personnes de l'indicatif présent du verbe (par ex.) « aller »; six autres pour l'indicatif futur... et ainsi de suite pour tous les modes et les temps de tous les verbes réguliers, irréguliers, défectueux, etc. de toutes les langues d'Europe. Commencer par le vocabulaire a toujours été la grande tentation des créateurs de langues artificielles, l'écueil où se sont brisés les efforts des constructeurs de langues sans obtenir d'autres résultats qu'une dépense d'énergie, de temps et d'argent.

*Utilité de  
l'intégration des  
langues euratlantiques*

L'intégration des langues euratlantiques envisagée par notre mouvement a plusieurs côtés originaux d'utilité indéniable auxquels on n'a pas fait attention, tels que la division de la grammaire en grammaire fondamentale et grammaire complémentaire; la répartition du vocabulaire européen en cinq classes de mots: géographiques, atlantiques, quasi-atlantiques, semi-atlantiques, sous-atlantiques; la Table d'Argentieri, etc. L'intégration de cette manière est possible et acceptable par tous. Les moyens conduisant à sa réalisation sont surtout les deux suivants: la constitution dans chaque pays d'un organisme à niveau national, sorte de Ministère de la Langue, ayant pour but l'intégration (et on doit leur préparer le terrain par l'érection d'instituts d'intégration linguistique) et, en même temps, la participation la plus large possible du peuple tout entier (moyennant des Concours de langue infinitive, de langue néonormalisée, etc) aux modes nouveaux qui sont suggérés par les experts. De cette manière

(et seulement de cette manière) la transformation progressive de la langue traditionnelle vers ses formes nouvelles, de plus en plus rapprochées de la langue euratlantique finale, sera l'oeuvre collective de tout le peuple intéressé, reflètera réellement la pensée du peuple et sera langue vivante. On y parviendra si l'on veut, et c'est à nous de commencer, car c'est nous qui l'avons vu avant les autres.

*Eliminer les  
petites difficultés*

L'article de M. Del Pino contient aussi des points auxquels il convient de répondre non pas à cause de leur importance, mais plutôt pour débarrasser le champ des petites difficultés qui dans tous les cas compliquent un débat.

C'est avant tout le chiffre total des populations appartenant aux familles linguistiques germanique, néolatine et slave. M. Del Pino donne pour chacune d'elles respectivement les chiffres de 600,500 et 400 millions d'habitants. Or, un ouvrage de statistique linguistique (« *The world's living languages* » par S. H. Muller - éd. Ungar, New York 1964) donne les chiffres suivants, assez différents comme on le voit: 420 390 et 260 millions. Il nous paraît que les chiffres de Muller sont (de nos jours) plus proches de la réalité que ceux de M. Del Pino. En maints pays en effet la langue officielle (par ex. le français ou l'anglais dans plus de trente Etats indépendants de l'Afrique) n'est pas la langue parlée par le peuple: on le constate à l'évidence depuis l'introduction de la langue parlée dans la liturgie catholique: on ne fait pas, dans ces régions, la célébration de la Messe en latin, en français ou anglais, mais dans une langue africaine.

Quant au nom de « castillan » à donner à la langue dite « espagnole »: on peut le faire si on veut, car cela ne change rien à l'intégration.

Pour le « gallego » comme pour le rhéto-roman et le ladin, il s'agit de langages dont la diffusion est si restreinte que leur pourcentage dans la Table « *Crista 1* » est tout à fait insignifiant. Evidemment on ne peut pas les mettre sur le même plan que les langues parlées par plusieurs millions d'habitants.

# UNE NOUVELLE SCIENCE HUMAINE: L'IRINOLOGIE

par

DAN A. LAZARESCO

Tout le monde parle de paix et tout le monde prépare la guerre. Tout le monde parle, en Europe, d'intégration européenne, et personne ne fait le moindre effort afin de déblayer vraiment le terrain en vue de commencer à construire enfin ce grandiose échafaudage appelé par la voix des siècles et par les souffrances des peuples. Personne ne veut faire ce qu'il faudrait pour arriver à cette intégration. Nul peuple, ou, plutôt, nul chef de gouvernement, ne veut ou bien ne sait arriver à dépasser le sens étroit du nationalisme, forgé par tant de siècles d'histoire homicide et fantasque, l'histoire des différents impérialismes européens. Nul ne veut ou n'arrive à assouplir sa fierté nationale au point de supporter celle des autres et de fusionner dans le magnifique édifice de l'unité européenne, sans acrimonie ni rancœur. Alors, faut-il vraiment renoncer à convaincre les gouvernements qui s'obstinent à écouter la voix puissante mais anachronique, combien anachronique de l'histoire, en s'acharnant à transformer cette histoire qui n'est plus à la hauteur de notre époque en une politique qui veut faire rebrousser chemin à l'humanité? Après la première des trois grandes révolutions spirituelles qui ont bouleversé l'Europe, à la fin du Moyen Age, après la révolution protestante, il s'est trouvé un visionnaire de génie qui a su ce qu'il fallait faire pour endiguer et refouler les nouvelles doctrines en ce qu'elles avaient de pernicieux et de contraire à la haute pensée européenne. Et les élèves de Saint Ignace ont commencé à faire l'éducation des hautes classes par qui la Réforme avait réussi à triompher: les princes, les nobles, la haute bourgeoisie. Ce fut l'éducation humaniste des collèges, d'où est vraiment sortie la culture européenne classique.

Après la Révolution française, cette oeuvre de reconstruction éducative, — arrêtée en France par l'expulsion des ordres enseignants, expulsion qui a provoqué directe-

ment la Révolution — n'a pas trouvé l'esprit puissant qui aurait pu l'embraser et la mener à la victoire. Aujourd'hui, enfin, l'humanité pensante et souffrante, désemparée, ne possède pas de doctrine nouvelle, positive, humaine et universelle, à opposer à la si facile mystique du succès matériel. Succès que l'on ne saurait négliger, mais qui est soumis, hélas! aux conjonctures du marché et du calcul économique, qui est encore loin d'être infaillible. Et puis, ce n'est qu'un succès matériel, spectaculaire, c'est entendu, mais qui n'a pas la vocation de pénétrer au fond des coeurs et de les élever jusqu'à la compréhension fraternelle des autres hommes.

## Une nouvelle méthode d'éducation

Ce qu'il faut à l'humanité, c'est une nouvelle méthode d'éducation, c'est-à-dire une nouvelle pression sur les égoïsmes, en vue d'éclairer les peuples et de les contraindre, par des reflexes humains, à dépasser leurs égoïsmes pour comprendre leurs semblables et s'élever avec eux vers les hauts buts de l'humanisme et de la morale humaine.

Comme le constate la sociologie les hommes en général ne se conduisent guère selon leur intérêts bien entendus, mais plutôt selon leurs passions, bien entendues par d'autres en vue de faire triompher la haine et la vengeance. C'est donc d'une puissante et générale action éducatrice qu'il s'agit, en vue de canaliser les passions humaines et de les mettre enfin au service de buts humains.

Le retard des sciences humaines est à la base de l'actuel désarroi du monde. On a fait de ces sciences ce que la propagande a voulu: elles ont attisé les haines et les ran-

coeurs, elles ont exalté l'égoïsme national et l'égoïsme des classes: en un mot, elles ont tout fait pour aggraver le gouffre creusé entre les nations européennes par deux mille ans de conflits et de malentendus tragiques.

Les grands esprits du monde moderne ont, depuis bientôt un quart de siècle, stigmatisé le rôle néfaste de l'esprit national outrancier reflété dans l'histoire de chaque nation européenne. On se souvient de la violente diatribe prononcée contre cette histoire « qui fait rêver » par Paul Valéry. Et un autre des grands sages européens de notre siècle, don Miguel de Unamuno, a écrit dans son célèbre « *Intorno al Casticismo* » ces lignes lapidaires mais définitives: « Les caractères spécifiques dont tire vanité chaque nation européenne sont très généralement ses défauts ».

Le climat nouveau annoncé par les grands esprits européens et par les vrais, les authentiques intellectuels de notre époque doit trouver l'ambiance intellectuelle nécessaire pour faire, enfin, un pas en avant, pour dépasser le stade périmé du nationalisme afin de fondre tous les espoirs et toutes les énergies du continent vers un même but et vers un nouvel horizon: l'horizon européen.

## Changer l'optique de l'historien

Ce qu'il importe de faire, d'abord, c'est de changer l'optique de l'historien, de l'intellectuel — c'est-à-dire de l'homme, de plus en plus rare, qui sait comprendre et manier les idées générales dans l'infinie variété de leurs nuances, de leurs origines et de leurs applications. Les masses suivront, comme elles ont toujours suivi, car telle est leur raison d'être. Il s'agit de fouiller l'histoire d'un point de vue tout nouveau, de lui faire rendre un autre son: non plus le son de la vanité et de la fierté nationale, non plus les fastes de la victoire et de la domination sur les autres peuples asservis; mais bien les fastes de la paix et de la compréhension réciproque, les souvenirs des efforts communs des intellectuels et des souverains de notre continent en vue d'assurer la paix européenne par un système plus ou moins bien agencé en vue de faire progresser l'esprit de coopération et afin d'échafauder les édifices nécessaires pour assurer le respect des lois communes à l'Europe conçue en tant qu'ensemble de peuples civilisés et pacifiques.

Il faut se rappeler que ce fut un prince tchèque, le roi de Bohême Georges Podiebrad, qui a proposé, le premier de tous les princes européens, une fédération européenne formée par les princes du continent et ayant pour but d'assurer l'union et la paix aux nations européennes. Ce projet, vieux de plus de cinq siècles, correspond aux idées du plus idéaliste et du plus chrétien des princes européens, le roi de France Louis IX, qui avait sanctifié, par sa haute morale et par son règne si édifiant, l'institution de la monarchie européenne, en lui conférant une haute mission rédemptrice qu'elle a su remplir jusqu'à la Révolution française.

D'autres projets ont suivi depuis, hélas, sans plus de succès: le grand projet d'Henri IV, celui de l'abbé de Saint-Pierre, celui, plus restreint, mais combien actuel à l'heure présente, du grand penseur politique roumain Aurel C. Popovici (1863-1917), le conseiller malheureusement impuissant de l'archiduc héritier François-Ferdinand; celui, soutenu avec tant de persévérance, du comte Coudenhove Kalergi. Mais c'est à un autre penseur roumain, le docteur Paul Dimitriu, qu'appartient la paternité du nom de la nouvelle science consacrée à la paix et qu'il appelle d'un nom dérivé du Grec: l'irinologie.

L'irinologie parcourt l'histoire en mettant l'accent sur ce qui unit les hommes et non sur ce qui les sépare; sur leurs victoires communes contre la nature et les hantises des forces obscures, non plus sur leurs victoires contre d'autres hommes. Elle change aussi le sujet de l'histoire, qui n'est plus la nation, mais bien l'homme, l'individu dans le cadre d'une grande société, de ces civilisations que le plus grand des historiens de l'Europe présente, Arnold Toynbee, a si magistralement analysées dans leurs origines et dans leurs tendances au cours des siècles.

Et c'est ainsi, par cette nouvelle orientation de la pensée humaine, que l'on pourra enfin faire l'éducation, la vraie éducation, des peuples européens, dans le vrai esprit européen, l'esprit qui unit et qui vivifie, non pas l'esprit qui désunit et qui tue.

Il faut apprendre aux peuples européens à sauter enfin par dessus leurs propres ombres, ombres démesurément agandées par les anciennes histoires nationales et projetées sur un écran qui semble bien étroit à l'heure présente.

Il faut faire l'Europe des esprits et puis on pourra arriver enfin à faire l'Europe des coeurs.

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## La réalité européenne

Voici que le gouvernement travailliste et l'opposition conservatrice se trouvent une fois de plus aux prises avec la réalité, cette réalité européenne qui les dépasse ou qui leur échappe au moment même où ils intensifient leur campagne diplomatique pour démontrer une vocation européenne à peine simulée. Devant l'affirmation impérieuse du droit légitime espagnol sur Gibraltar, ce gouvernement, qui se targue de se conformer aux principes de la Charte des Nations Unies s'indigne, cependant, que des leaders éminents de l'opposition, comme Sir Alec Douglas-Holme et M. Sandys lui demandent de passer aux repréailles en annulant les permis de travail des Espagnols habitant en Angleterre et en interdisant aux Anglais de passer leurs vacances en Espagne.

A ce sujet, les commentaires sont inutiles, mais il est digne d'intérêt de citer au moins une des nombreuses lettres reçues par les journaux anglais de la part de leurs lecteurs. Peu de lettres qui ne cadrent pas avec l'esprit du consensus national sont publiées dans la presse, mais pour maintenir le faux-semblant de démocratie, de temps en temps, la voix d'un citoyen quelconque se fait entendre. Tel fut le cas de la lettre d'un certain M. R. Copping du comté d'Essex, qui a paru dans le Daily Telegraph du 11 juin.

*« Je suis d'accord avec votre article de fond (le 7 juin) au sujet du Gibraltar, qui soutient que des repréailles contre l'Espagne seraient nuisibles à l'Angleterre, écrit ce lecteur, et que la suggestion de M. Sandys d'annuler les permis de travail des Espagnols qui se trouvent en Angleterre ne ferait nullement du bien. M. Sandys préconise aussi la restriction du tourisme anglais en Espagne. Nous ne voulons pas que M. Sandys nous dise où nous pouvons aller en vacances ».*

Mais si de pareilles mesures s'avèrent impopulaires auprès des Anglais eux-mêmes, M. Wilson et ses amis, conservateurs n'en ont pas renoncé pour autant à leur rêve de grandeur coloniale, même s'il devait se bor-

ner à Gibraltar. Ils avaient organisé un référendum, forme de consultation maintes fois dénoncée comme dictatoriale et contraire à l'esprit anglais; ils ont ignoré la recommandation des Nations Unies alors que l'Angleterre est fière de soutenir la Charte en tout lieu et en toute circonstance, et ils sont prêts à pousser les choses jusqu'à la malheureuse forme de guerre froide avec l'Espagne, chose dont on parle déjà dans la presse et dans les milieux politiques.

Tant d'ignominie, tant de mépris pour les principes les plus élémentaires de l'anti-colonialisme dont l'Angleterre se proclame le champion, tant d'anachronisme politique et moral, rien que pour entretenir un rêve, un faux-semblant de grandeur coloniale et pour satisfaire la haine des Travaillistes contre l'Espagne et son régime! Dans ce dernier spasme de gloriole coloniale, rien n'est trop risible, trop fantastique ou trop grossier pour M. Wilson et ses amis politiques.

## L'intérêt électoral

Mais l'affaire de Gibraltar ne s'arrête pas là. Il y a aussi l'intérêt électoral, et Travaillistes et Conservateurs savent que leurs rêves de grandeur coloniale laissent beaucoup d'Anglais froids. C'est alors qu'intervient un déploiement d'énergie politique et d'intelligence pour accomplir les manoeuvres les plus délicates. Derrière les huis clos, chacun essaie de rejeter la responsabilité sur l'autre dans l'espoir que l'électeur britannique privera un parti mais pas l'autre de son vote ou bien, qu'il sera totalement confondu et renoncera à juger. C'est ainsi que dans le Daily Telegraph du 11 juin M. Richard Glyn, député conservateur jette la responsabilité de la guerre froide contre l'Espagne sur les Travaillistes en rappelant que le premier geste du gouvernement Wilson en 1964 a été d'annuler les exercices navals anglo-espagnols sans autre raison que celle de plaire aux députés d'extrême gauche. Mais qu'à cela ne tienne! Les Travaillistes, eux aussi ont leurs arguments. M. Jeger, député tra-

vailliste d'extrême gauche fait à son tour le procès des Conservateurs qui selon lui sont à l'origine de la querelle avec l'Espagne: conseillée par le gouvernement conservateur de 1954, la Reine allait visiter le «Rocher» le 25 janvier 1954. Peu après, M. Selwyn Lloyd, ministre des Affaires Etrangères de l'époque, a informé les Communes qu'il avait reçu un «avertissement amical» de la part de l'Ambassadeur espagnol à Londres: la visite de la Reine «causerait ressentiment en Espagne». Toujours selon M. Jeger, le 1er février 1954 M. Selwyn Lloyd avait déclaré que le gouvernement «n'est pas disposé à discuter le problème du Gibraltar avec l'Espagne».

Après la fermeture du consulat espagnol à Gibraltar, Sir Anthony Eden, alors Premier-Ministre, avait déclaré «Je suis en consultation avec le Secrétaire d'Etat aux Colonies au sujet des mesures à prendre quant à toute conséquence possible de la politique espagnole actuelle».

Tel est le contenu de la lettre que M. Jeger publie dans le Daily Telegraph du 13 juin avec l'intention de démontrer la culpabilité des Conservateurs.

### *Le démon colonialiste*

En réalité ni M. Glyn ni son adversaire M. Jeger n'ont tort. Les Travailleurs et les Conservateurs en grande majorité sont tous mordus par le démon colonialiste. Hommes de peu d'envergure, ces députés qui passent leur temps à faire la guerre à la Rhodésie et à l'Espagne au nom des principes qu'ils ont appris dans leurs livres d'histoire du 19-e siècle, qui se passionnent sur la loi concernant les homosexuels et la pornographie cependant que l'état de l'économie nationale est plus que grave, ces députés sont du genre qui n'ont rien appris et rien oublié et s'ils désirent quelque chose c'est d'être des parlementaires à vie. Ils n'ont pas compris pourquoi M. Wilson déploie tant d'énergie contre l'Espagne; on leur a jeté en pâture la grandeur coloniale et ils font tout le bruit dont leurs leaders ont besoin. Moins myope, M. Copping, le lecteur du Daily Telegraph, sans aucune qualification politique et armé seulement de son bon sens, nous explique cette haine:

*Il y a trois bonnes raisons pour lesquelles notre gouvernement travailliste ne pourrait jamais avoir de relations raisonnables avec l'Espagne de Franco. D'abord les Travail-*

*stes détestent le régime nationaliste. Deuxièmement, Franco a administré une bonne raclée à la gauche pendant la guerre civile et ceci ne pourra jamais être pardonné. Finalement, un mauvais gouvernement hait toujours un gouvernement qui a du succès. Nos dirigeants, continue le lecteur, s'empressaient de distribuer l'Empire Britannique aux races colorées et les Espagnols pourraient se rendre compte que s'ils s'étaient qualifiés du point de vue de notre complexe de culpabilité, en étant colorés, on les aurait obligés vite à reprendre le «Rocher». M. Wilson se sent, en effet, blessé par le fait que tant d'Anglais entretiennent des relations excellentes avec leurs hôtes espagnols chaque été, et il doit aussi être irrité d'avoir tourné les Nations Unies contre la Rhodésie seulement pour découvrir que les Nations Unies prennent le parti de l'Espagne contre lui. Les Nations Unies ne pouvaient faire autrement. Nous avons pris Gibraltar par la force des armes en 1704 et le «Rocher» nous a été cédé officiellement par le Traité d'Utrecht en 1713...».*

### *Une mauvaise volonté contre l'Espagne*

Personne n'aurait pu mieux expliquer les origines de la guerre froide contre l'Espagne que ce gentleman anglais anonyme qui, par la phrase: «Nous avons pris Gibraltar par la force des armes», nous ramène à la réalité et place la responsabilité de la situation actuelle sur les épaules du gouvernement travailliste avec réalisme et bon sens. Ceci ne pouvait pas échapper aux Anglais de bonne foi et voici que dans le Daily Telegraph du 19 juin, le Professeur H.G. Hanbury, Q.C. témoigne de son admiration pour la lettre de M. Copping. «J'ai souvent lu des lettres excellentes dans vos colonnes, écrit l'éminent avocat et professeur, mais pour son bon sens la palme doit être décernée à M. Robert Copping et à sa lettre du 11 juin. Elle place la responsabilité de la détérioration désastreuse des relations entre la Grande Bretagne et l'Espagne sur les épaules qu'il faut, celles du gouvernement actuel. Il est incontestable que cette détérioration est due pour une large mesure à la décision subjective et haineuse de M. Wilson de révoquer la vente de frégates à l'Espagne, vente qui avait été approuvée par le gouvernement conservateur.

Le Professeur Hanbury est d'accord avec M. Copping pour reconnaître que l'attitude de M. Wilson est due entièrement à la pression de l'extrême gauche qui le tient prisonnier et grâce à laquelle il peut gouverner la majorité parlementaire dont il jouit. Il convient que le désir des habitants de Gibraltar de ne pas changer leur nationalité doit être respecté et défendu, si nécessaire, par le gouvernement britannique, car « *les Gibraltariens, quoique leur langue soit l'espagnol, ne sont pas d'origine espagnole malgré le fait que beaucoup de mariages mixtes aient eu lieu* ». Cette affirmation ramène le problème au fait même que jamais le gouvernement espagnol n'a contesté le désir de ces habitants de rester britanniques et que, par conséquent, le référendum organisé par le gouvernement de Londres ne pouvait aider nullement à la solution du vrai problème qui est celui d'une présence coloniale dans la chair même de l'Europe. Le Professeur Hanbury reconnaît d'ailleurs que « *les frictions n'étaient nullement nécessaires sans la mauvaise volonté continue et déraisonnable manifestée par l'extrême gauche anglaise à l'égard de l'Espagne* ».

Il trouve dans l'attitude de cette extrême gauche qui domine la vie politique et sociale de l'Angleterre l'élément déraisonnable qui est le plus inquiétant: « *J'ai beaucoup d'amis dont les opinions sont d'extrême gauche, mais j'ai toujours trouvé que lorsqu'on leur demande de définir leurs griefs contre le Général Franco, ils sont complètement incapables de donner une réponse* ».

Enfin, le professeur Hanbury rappelle que M. Llewellyn Chanter, qui connaît à fond les problèmes de Gibraltar, « *a insisté pour que l'Espagne soit invitée à être le troisième partenaire d'une conférence constitutionnelle. Maintenant il est trop tard pour adopter cette solution, mais il serait utile que le parti conservateur s'en souvienne* ».

### *"Quand l'Angleterre comprendra"*

En janvier 1967 j'avais écrit un article intitulé: *Quand l'Angleterre comprendra* et j'essayais dans cet article de tirer la cloche d'alarme pour mes compatriotes, plus que pour les amis européens, en dénonçant l'esprit colonialiste et la philosophie politique du XIX-e siècle qui règne encore à Westminster, dans l'espoir que cette faible cloche

serait entendue. Beaucoup de cloches d'alarme ont été sonnées depuis, dans la presse britannique et étrangère, mais sans succès.

### *Prisonniers des préjugés et des forces du passé*

La plupart des leaders conservateurs et tout le parti travaillistes sont aujourd'hui plus que jamais prisonniers des forces constituées et des préjugés du siècle passé. Entre eux et le reste de la nation le fossé s'élargit chaque jour davantage cependant que la vraie élite intellectuelle, se voit de plus en plus étouffée. L'Angleterre est aujourd'hui perdue derrière un rideau de fumée, la fumée malodorante des fanatiques dénoncés par M. Powell: les gauchistes, les anarchistes et les cosmopolites de toutes les nuances qui s'attachent systématiquement à forcer toute une nation à prendre un chemin contraire à sa nature et à ses vœux. Pour ce faire, ces cosmopolites internationalistes et anti-nationaux par définition, sont en train de réaliser tout d'abord l'isolement total de l'Angleterre de ses amis naturels, de ses alliés les plus sûrs. La guerre économique contre la Rhodésie qui coûte au pays, aux dires du gouvernement lui-même, 200 millions de livres par an, la guerre froide contre l'Espagne qui risque de coûter au pays la perte d'un ami sincère et d'un allié sûr en dehors de ce qu'elle coûte déjà en argent, les conventions économiques signées avec la Russie au prix d'environ 50 millions de livres par an, la politique d'hostilité cachée à l'égard de l'Allemagne et la haine organisée contre la France, toutes ces manifestations déraisonnables des nouveaux maîtres de l'Angleterre, prouvent non pas que l'Angleterre n'a pas compris, mais que l'Angleterre ne veut pas comprendre et ceci est encore plus tragique. La conversion de l'Angleterre en pays européen commence à Gibraltar; elle commence, comme le Président Pompidou l'affirmait pendant sa campagne électorale, avec le moment où l'Angleterre le voudra elle-même, en abandonnant sa politique passée de méfiance envers l'Europe, d'arrogance envers le continent et de volonté claire de franchir le premier pas qui mène à l'Europe. Et ce premier pas consiste à se montrer prête à partager la vie, non seulement économique, mais sociale, politique et morale des nations européennes.

## LES TRAVAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE

*Nous publions ci-dessous le projet de Résolution présenté par la Commission des Questions économiques et de développement au cours de la session de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, au printemps dernier,*

### I - PROJET DE RESOLUTION

*présenté par la Commission des Questions économiques et du développement* (1)

(1) Adopté par la Commission le 13 mai 1969 par 17 voix contre 0 et 1 abstention.

L'Assemblée,

1. Rappelant qu'à son avis des crises répétées risqueraient de conduire le système monétaire mondial au bord de l'effondrement, porteraient gravement préjudice aux échanges et entraîneraient une diminution considérable du niveau de vie;

2. Constatant que la situation économique des grands pays, que leur balance commerciale soit excédentaire ou déficitaire, n'évolue au mieux, que d'une façon lente et incertaine vers une amélioration suffisante pour empêcher des crises et que l'automne de 1969 risque de constituer une nouvelle échéance très périlleuse;

3. Accueillant avec satisfaction les propositions de la Commission de la C.E.E. tendant à ce que soit conclu, avant la fin de 1969, un accord sur un système commun d'aide immédiate et à moyen terme aux pays souffrant d'un déficit de la balance des paiements et d'une crise monétaire;

4. Constatant une fois de plus, toutefois, que la coopération nécessaire pour éviter une crise et un effondrement ne pourra être vraiment bénéfique que si les Etats consentent, dans le domaine monétaire et économique, des abandons de souveraineté bien supérieurs à ceux que certains pays européens ont jusqu'à présent été prêts à accepter;

5. Déplorant qu'aucun accord ne se soit manifesté sur l'ouverture prochaine de négociations ministérielles ou d'une Conférence intergouvernementale susceptibles de reconsidérer d'urgence les parités actuelles, de

renforcer les mesures prises par les banques centrales pour contrebalancer les répercussions des mouvements massifs de capitaux spéculatifs à court terme, d'accélérer l'adoption du système de droits de tirage spéciaux ou d'améliorer en général le système monétaire fondé sur les accords de Bretton Woods;

6. Notant avec soulagement que certains indices (par exemple les progrès récemment réalisés par le Comité Maréchal/Aigrain, la conclusion d'un accord sur la Commission pour les trois prochaines années) permettent d'espérer que la récente période de stagnation va prendre fin et que la coopération économique, tant au sein de la Communauté qu'avec des pays non membres va maintenant se développer;

7. Sachant que le vif désir d'accroître l'efficacité d'une coopération pleinement européenne, dans le domaine économique comme dans le domaine politique a conduit à des efforts en vue de renforcer d'autres organisations en ces domaines, et que l'on a proposé d'organiser une nouvelle conférence de Messine visant à instaurer une communauté politique sans veto ministériel et dotée d'un parlement possédant de réels pouvoirs;

8. Déploie vivement l'atmosphère de méfiance et de récrimination qui pèse sur les relations entre certains des principaux gouvernements et ministres des affaires étrangères d'Europe, et invite instamment ces gouvernements et ces ministres:

— à prendre garde au péril qui menace la situation économique et à faire d'urgence le nécessaire pour organiser des négociations sur les problèmes monétaires;

— à dissiper le sentiment d'impatience et de frustration que ressentent les parlementaires et les peuples européens en conciliant leurs divergences de vues au sujet du rôle de l'U.E.O. et du Conseil de l'Europe, de l'élargissement de la C.E.E. et de toutes mé-

thodes et organisations auxquelles ils auront recours pour instaurer sans retard une collaboration et une unité d'action européenne dans les domaines politique et économique.

## II - PROJET DE RECOMMANDATION

présenté par la Commission des questions économiques et du développement <sup>(1)</sup>

(1) Adopté à l'unanimité par la Commission le 13 mai 1969.

*Membres de la Commission:* MM. Serres (Président), Rutschke (Vice-Président), Alemyr (Remplaçant: Waag), Bohman, Brück, Buttigieg, Celikbas, Chapman, Czernetz, De Grauw, Dequae, Destremau, Digby, Donegan, Fossa, Lord Gladwyn, MM. La Loggia, Mart (Remplaçant: Elvinger), Nelissen, Petersen, sing, Toncic, Sigurjonsson, Vedovato, Vonto-Portheine, de Préaumont, Röhner, Schloebel (Remplaçant: Grütter), Yalcin.

L'Assemblée,

1. Rappelant qu'elle a décidé dans la Résolution 387 de faire le point sur l'état de l'intégration européenne, notamment dans les domaines couverts par le Traité de Rome, en vue d'identifier ceux où le processus d'intégration pourrait être étendu à l'ensemble de l'Europe occidentale;

2. Convaincue que les obstacles techniques que constitue pour le commerce la diversité des normes nationales applicables à de nombreux produits industriels compromettent l'intégration et la mise en place d'une économie réellement européenne;

3. Notant les efforts déployés par le C.E.N., le Comité tripartite et d'autres organes afin de mettre de l'ordre dans ces domaines;

4. Consciente et heureuse des efforts de coordination accomplis en la matière au sein de l'A.E.L.E., ainsi que de ceux qui, dans les deux années, à venir, seront concrétisés par les Directives de la C.E.E. adoptées en application de l'article 100 du Traité de Rome;

5. Réalisant que pour obtenir des normes universelles, la meilleure méthode générale consistera à accepter, pour chaque produit industriel concerné, les normes fixées par l'institut spécialisé compétent plutôt qu'à

définir inutilement de nouvelles normes;

6. Soulignant que des problèmes critiques surgiront tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la C.E.E. lorsque l'accord devra aller au-delà des spécifications types pour aboutir à une reconnaissance mutuelle des systèmes de contrôle et à une acceptation automatique des marques; et rappelant les travaux effectués par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe dans le domaine parallèle de l'accord sur le contrôle des médicaments;

7. Consciente de la Conférence européenne qui doit être organisée en 1970 sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe afin de trouver le moyen de mettre de l'ordre dans toutes ces activités;

Estimant qu'il convient de s'inspirer des directives de la C.E.E., des travaux de la C.E.N. et des systèmes de contrôle et de marques qui leur seront associés, pour rechercher des arrangements reconnus par la C.E.E. tendant à permettre aux produits de circuler librement dans tous les pays concernés; estimant que d'autres organes créés en vue d'une collaboration économique générale en Europe peuvent ne pas être compétents pour ce genre d'harmonisation technique et d'accords de contrôle strictement limités à l'Europe occidentale;

9. Recommande au Comité des Ministres:

(a) de charger le Secrétaire Général de procéder à une étude, qui devra aussi être mise à la disposition de l'Assemblée, de l'ensemble de la situation, montrant l'impact sur l'économie européenne des propositions et des directives élaborées par la C.E.E. et évaluant les travaux d'autres organismes internationaux européens dans un domaine technique de ce genre;

(b) de prendre des dispositions pour que des représentants du Conseil de l'Europe assistent à la Conférence qui doit se tenir en 1970 sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe et soient autorisés à préciser que les moyens du Conseil de l'Europe peuvent être renforcés, s'il y a lieu, afin de faciliter l'harmonisation technique dans le sens indiqué au paragraphe 8 ci-dessus;

(c) et, en particulier, de préciser que le Conseil de l'Europe sera prêt à élaborer les accords européens de reconnaissance mutuelle des systèmes de contrôle et des marques qui devront accompagner tout accord circonstancié sur les normes industrielles.

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## Vers une législation uniforme des congés payés

La cordonnier français bénéficie de trois jours fériés, l'ouvrier qui travaille dans la chimie a par contre droit à dix jours de congé. C'est ce que stipulent les conventions collectives. En Allemagne, la partie protestante de la Bavière jouit du plus grand nombre de jours fériés, à savoir treize. Dans certains Länder de la République fédérale, il n'en existe que dix. La loi le prescrit ainsi. Conformément à l'article 120 du Traité sur les Communautés européennes, les Etats membres se sont à présent engagés à viser une législation uniforme des congés payés. Quatre points doivent être harmonisés: les lois, les conventions collectives, les congés et les jours fériés.

La France est le pays qui possède la réglementation législative des jours fériés la plus ancienne. Le 29 Germinal de l'an X, c'est-à-dire à la fin de la Révolution française, les députés du peuple ont décidé de déclarer l'Ascension et la Toussaint jours fériés nationaux. D'après notre calendrier, cela se passait le 29 avril 1799. Aujourd'hui, il existe dix jours fériés officiels en Belgique et en outre, pour certaines régions industrielles, la fête du Patron de la commune. La France compte dix jours fériés officiels, l'Italie dix-sept, le Luxembourg dix et les Pays-Bas sept. Si l'un devait tomber un dimanche, le travailleur européen se verra dans la plupart des cas dédommagé financièrement.

Pour les congés payés, il existe des droits minimums fixés par la loi et en plus, les conventions tarifaires.

C'est aux Pays-Bas que l'on doit que toujours plus de secteurs en Europe en viennent à payer des primes de congés supplémentaires. En 1966 déjà, les conventions tarifaires néerlandaises stipulaient deux semaines entières. Depuis, les partenaires des autres Etats s'efforcent de suivre cet exemple encore unique.

Les congés payés en soi ne représentent qu'une partie du progrès social. Les médecins du travail réclament à l'unanimité deux périodes de vacances par an, de trois se-

maines chacune. Afin d'atteindre ce but, il faudrait d'abord éliminer les profondes différences existant dans la réglementation des jours fériés. Les congés payés pour perfectionnement professionnel constituent un problème particulier. Ils sont une condition primordiale pour donner à l'employé la chance d'améliorer son standing de vie. En Belgique, on trouve déjà une réglementation à ce sujet, qui, dès 1963, a été consignée dans une loi. Entre-temps, les congés payés de perfectionnement professionnel sont devenus l'un des centres de gravité du programme de tous les syndicats dans la Communauté européenne.

Les nombreuses différences en matière de congés payés n'aboutissent finalement qu'à des divergences minimes. Si l'on réduit congés payés, jours fériés et primes de vacances supplémentaires à un même dénominateur tant bien que mal comparable, on constate que tous les six pays respectent à peu près de la même façon le principe « *dolce farniente* ». Selon les statistiques établies pour 1966 par la Commission européenne, les Français bénéficient de 32 journées payées durant lesquelles la cessation du travail est prescrite. Les plus grands écarts se rencontrent en Italie, où la durée varie de 29 à 47 jours. Au Luxembourg, les travailleurs disposent de 28 à 34 jours, aux Pays-Bas de 25 à 30 jours et de deux semaines de prime de vacances. La République fédérale accuse 25 à 37 jours. En outre, les travailleurs reçoivent en partie des primes de vacances supplémentaires. En Belgique, on prévoit 22 à 28 jours libres payés. Une prime de congés supplémentaire, essentiellement à des fins de perfectionnement professionnel, est offerte pour douze jours au moins.

De nouveaux décalages apparaissent à présent dans ce tableau comparatif des journées libres payées en Europe. Le nombre des conventions tarifaires prenant pour base la semaine de cinq jours est en augmentation tandis que, jusqu'alors, le samedi comptait dans la plupart des cas comme journée de congé, bien que depuis longtemps déjà on ne travaille plus ce jour-là.

A travers l'Europe et le monde

# minimum

par A.P.G.



## Le Prix Konrad-Adenauer

d'un montant de 10.000 DM, décerné à Mayence par la Fondation Allemagne à l'ancien chef de l'Office fédéral de presse, M. Felix von Eckardt, a été mis à la disposition de l'Association pour l'assistance à la jeunesse de Giesen. Cette organisation utilisera les fonds pour la construction d'un home.

## Création d'un nouveau « Certificat de français »

Le 15 mars 1969, les universités populaires d'Allemagne et de Suisse ainsi que le Centre audio-visuel de langues modernes de Vichy CAVILAM ont commencé à décerner, pour la première fois, un « Certificat de français » à contenu commun de connaissances linguistiques.

Ce certificat a été élaboré par la Fédération des Universités populaires allemandes en coopération avec l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Le Directeur du CAVILAM avait été associé à cette élaboration. Ce certificat sera d'une importance très grande pour l'unification des méthodes d'enseignement du français dans les Universités populaires allemandes. Il trouvera certainement le même écho que celui qu'avait rencontré, voici deux ans, le « Certificat d'anglais ».

Ce « Certificat de français » a été créé dans l'esprit des recommandations du Conseil de l'Europe: constituer un stade préparatoire au « passeport culturel » envisagé par les Communautés européennes.

## La « vérité »

Au bon vieux temps, on la voyait nue. C'était même la seule nudité officiellement admise et consacrée par la morale. Aujourd'hui tout a changé. Sans doute sommes-nous blasés en fait de nudités. Alors la vérité est habillée et multiforme, elle suit les caprices de la mode. Surtout sous les régimes politiques qui se disent idéologiquement avancés. Par exemple, on nous dit qu'en Tchécoslovaquie le sort d'Alexandre Dubcek et de Josef Smrkovsky va sans doute se jouer à la fin de ce mois de septembre lors de la session plénière extraordinaire du Comité Central du parti qui se tiendra sans avoir été au préalable annoncée, et sans que le pays en sache rien. Il semble évident que la vérité a besoin dans ce cas de se dissimuler pudiquement sous des voiles. On nous dit aussi que M. Dubcek se lais-

sera sans doute *persuader* de présenter son autocritique devant le plénum clandestinement ouvert on ne sait quand. L'argument invoqué pour le décider serait non pas de savoir ce qu'il pense *vraiment* de lui-même, mais d'éviter une scission au sein du parti entre les hommes du « Printemps » et ceux de l'« Automne ». Une chose est sûre: quoi que dise M. Dubcek, sa vérité sera toujours parée des ornements que la décence communiste lui imposera.

## L'aménagement de l'espace

fera pour la première fois en 1970 l'objet d'une conférence européenne à l'échelon ministériel qui se déroulera très vraisemblablement en Allemagne. Celle-ci résulte en effet d'une initiative de M. Ernst Benda, ministre fédéral de l'Intérieur, qui a été approuvée par le Conseil de l'Europe et par son comité des ministres. Les participants s'efforceront de mettre au point un programme européen de promotion des régions qui accusent un certain retard par rapport au développement général, par exemple les régions voisines de la ligne de démarcation en Allemagne.

## bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 672.578

### ABONNEMENTS

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—  
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

---

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUËSSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.

---